

**Monsieur le Préfet de la région Pays de la Loire
DREAL Pays de la Loire**

Paris, le 27 août 2024

LRAR n° 2C 163 529 8481 3

Objet : Recours administratif préalable obligatoire contre l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2024 soumettant à étude d'impact le projet de construction d'ombrières d'élevage de type volière avec couverture photovoltaïque sur la commune d'Apremont (85)

Monsieur le Préfet,

Je viens vers vous en ma qualité de conseil de l'EARL LA BASSE COUR D'APREMONT, représentée par son gérant Monsieur Baptiste Grondin a qui a été notifié par arrêté du 1^{er} juillet 2024 la décision de soumettre à étude d'impact son projet de construction d'ombrières de type volière avec couverture photovoltaïque, qu'il développe, pour les besoins de son élevage de canards.

Ce projet est développé en partenariat avec la société Technique Solaire.

Par le présent recours administratif préalable obligatoire (RAPO), ma cliente vous demande de bien vouloir procéder au retrait de l'arrêté du 1^{er} juillet 2024, conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement.

En effet, il sera exposé ci-après que le projet en cause, du fait de sa nature, dimension et localisation, ne présente aucune incidence notable, ni sur l'environnement ni sur la santé humaine, au sens des dispositions des articles L. 122-1 et R. 122-3-1 du code de l'environnement.

En outre, depuis le dépôt de la demande d'examen au cas par cas par ma cliente, ce projet a fait l'objet d'études préalables complémentaires qui permettent d'écarter de plus fort toute suspicion d'incidence notable sur l'environnement et la santé humaine.

Ma cliente souhaite donc soumettre à votre appréciation ces nouveaux éléments de fait, étant ici rappelé qu'il vous appartient d'en tenir compte dans le cadre de l'instruction du présent RAPO (art. L. 412-5 du code des relations entre le public et l'administration).

Ces nouveaux éléments sont détaillés ci-dessous selon les motifs de votre décision.

1. *« Considérant que la solution d'ancrage des structures prévue se fera par pieux battus, limitant ainsi l'imperméabilisation des sols ; que les eaux pluviales, s'écoulant sur les panneaux, continueront à s'infiltrer dans le sol, comme actuellement ;*

Considérant toutefois que cette solution d'ancrage nécessite la constitution de pieux forés béton d'une profondeur de 4 à 5 m, dont il convient d'apprécier les conditions de réalisation du point de vue de la préservation du sous-sol et des risques de pollutions, ainsi que le caractère réversible au regard de la technique envisagée, de la profondeur et du nombre de pieux estimés à 75 à ce stade »

Il ressort de la jurisprudence administrative qu'aucune étude géotechnique ni étude de sol n'est requise au stade de l'étude d'impact et de la demande de permis de construire pour un parc photovoltaïque soumis à évaluation environnementale (en ce sens : TA Pau, 13 décembre 2023, req. n° 2301381). Il en résulte, *a fortiori*, qu'un tel motif ne peut être opposé pour soumettre le projet à la réalisation d'une étude d'impact en vertu des articles L. 122-1 et R. 122-3-1 du code de l'environnement.

En tout état de cause, l'étude des caractéristiques pédologiques et l'analyse des risques, notamment de retrait-gonflement des argiles à laquelle la société Technique Solaire a procédé témoigne d'un risque modéré sur cette parcelle. En effet, en tenant compte des résultats des études de sol menées pour d'autres projets géographiquement proches et sur un sol similaire (voire davantage défavorable à une implantation de même type), ma cliente peut affirmer que la solution d'ancrage qui sera mise en œuvre sera constituée de pieux forés béton, d'une profondeur de 4 à 5 mètres.

Cette technique de pieux forés est privilégiée du fait de sa **faible emprise au sol**. Chaque pieu battu est enfoncé directement dans le sol, comblant les vides. Aucune excavation n'est requise ; pas d'ancrage en béton en sous-sol ; pas de déblais ni de refoulement du sol.

La technique sur pieux nécessite les étapes suivantes :

- L'implantation (positionnement des pieux)
- Le forage (extraction de la terre grâce à une tarière)
- Le ferrailage (mise en place des armatures en acier)
- Le bétonnage (coulage du béton)

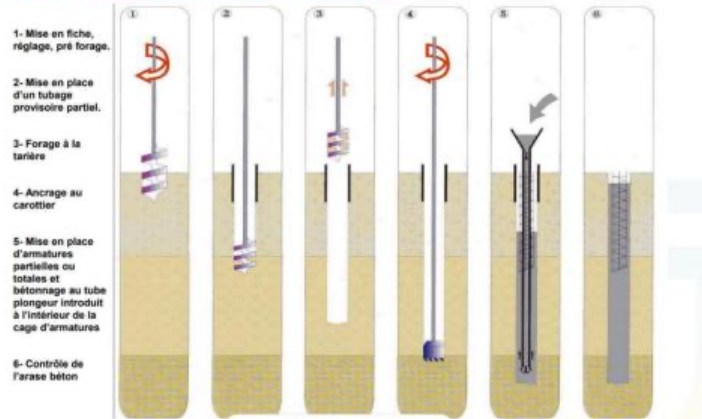
Le pieu foré est constitué d'armatures en acier (tiges et cadres) et de béton résistant aux agressions chimiques (béton XA1).

Cette technique de fondation a l'avantage de n'engendrer aucune vibration, de générer très peu de bruit, et de ne pas entraîner de compactage du sol aux alentours du pieux, contrairement aux pieux battus.

Elle permet aussi d'avoir une emprise au sol plus faible que pour des fondations superficielles, tout en conservant une profondeur raisonnable.

L'illustration ci-dessous reproduit la solution retenue pour le projet :

■ Etapes de réalisation de pieux forés simples



Le projet sera réalisé avec une structure bi-poteau, qui répartit davantage les charges et permet de réaliser des fondations moins profondes, solution certes plus onéreuse mais davantage adaptée à la typologie du terrain et plus respectueuse du sol car moins invasive.

Ces fondations seront **intégralement démantelées lors de l'arrêt définitif de l'exploitation de la centrale photovoltaïque**, tout comme l'ensemble des éléments de la centrale.

Après une étude de dimensionnement plus précise, il s'avère que le projet nécessitera environ 75 pieux ($\pm 1\%$) d'une profondeur de 4 à 5 mètres et d'un diamètre de 900 millimètres.

En fonction de ces données, l'emprise au sol d'une fondation sera donc environ de **0,636 m²**, ce qui permet d'estimer l'emprise totale des fondations à **47,7 m²**. L'emprise au sol des fondations représente donc **0,375 %** du terrain d'assiette du projet (48 943 m²).

En respectant les solutions proposées dans le présent RAPO, ainsi que les mesures de réduction d'impact durant la phase chantier, l'impact des fondations sera **minime** sur le terrain.

Cette conclusion est cohérente avec le Guide ministériel de l'étude d'impact des installations photovoltaïques au sol, qui indique que « *les fondations des panneaux peuvent entraîner une légère imperméabilisation des sols* », que « *les semelles en béton présentent une emprise au sol beaucoup plus importante que les fondations de type pieux* » et que « *les taux d'imperméabilisation attendus, quels que soient les types de fondations, sont généralement négligeables* » (p. 72).

Au vu de ces conclusions et en respectant les solutions proposées, ainsi que les mesures de réduction d'impact durant la phase chantier, l'impact des fondations sera de toute évidence minime sur le terrain.

La soumission du projet à étude d'impact pour ce premier motif est donc entachée d'une erreur manifeste d'appréciation.

2. « Considérant que l'emplacement de la base de vie pour les travaux et la zone de stockage des matériaux n'est pas précisée à ce stade »

A titre principal, j'attire votre attention sur l'**illégalité manifeste** d'un tel motif qui imposerait, du fait de l'absence de localisation précise de la « base de vie » du chantier et de la zone de stockage des matériaux nécessaires aux travaux du projet, la réalisation d'une étude d'impact.

Il est parfaitement incompréhensible de considérer que l'installation de la « base de vie » du chantier et d'une zone de stockage du matériel des travaux entraîneraient une incidence notable sur l'environnement et sur la santé humaine.

En tout état de cause, ma cliente, ainsi que la société Technique Solaire, souhaitent apporter les éléments complémentaires suivants relatifs à la localisation de la « base de vie » et la zone de stockage des matériaux : l'emplacement de ces deux éléments est, en principe, décidé lors de la période de phasage travaux, une fois les plans de chantier constitués.

Ma cliente peut toutefois prévoir, à ce stade, que l'emplacement de la « base de vie » et la zone de stockage des matériaux se fera sur la zone localisée en jaune, à proximité du terrain d'assiette du projet et sur la même unité foncière avec un accès par la route départementale 107 sur le plan ci-joint :



La « base de vie » sera constituée d'un bâtiment de type modulaire, loué à une société externe et assemblé sur place.

La zone de stockage sera simplement une zone banalisée afin d'y entreposer les matériaux ou les modules en attendant de les assembler.

La « base de vie » et la zone de travaux ne représentent qu'une centaine de mètres carrés sur l'ensemble du chantier. Aucun impact n'est à prévoir sur les divers milieux et la réversibilité est assurée, comme sur tout chantier mené par Technique Solaire.

Cette parcelle sur laquelle la « base de vie » du chantier sera installée appartient à la famille Grondin et est utilisée dans le cadre de l'exploitation agricole. Une fois les travaux achevés, la base de vie chantier sera démantelée et la parcelle sera intégralement remise en état pour être compatible avec l'activité agricole de l'EARL La Basse Cour d'Apremont.

L'installation de la « base de vie » de chantier et de la zone de stockage de matériel agricole ne peut donc sérieusement entraîner des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine.

3. « Considérant que les plans du projet indiquent une piste périphérique sans que soient mentionnées ses caractéristiques notamment du point de vue des modifications induites en termes de perméabilité du fait des travaux et des matériaux employés »

L'arrêté du 1^{er} juillet 2024 se fonde également sur le fait que la piste périphérique à créer induirait des conséquences en termes de perméabilité des sols, ce qui justifierait la réalisation d'une étude d'impact.

Toutefois, ainsi qu'indiqué dans la notice environnementale (**pièce n° 3**), « *les pistes (apport de graves calcaires par-dessus un géotextile stabilisateur perméable) périphériques, ne présentent pas de revêtement imperméabilisant* ». **Aucune incidence notable sur le sol n'est donc attendue et un tel motif est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation.**

En tout état de cause, à l'occasion du présent RAPO, ma cliente souhaite apporter les informations suivantes concernant les caractéristiques de la piste périphérique nécessaire au projet :

- Sur les cinq mètres de large réglementaires autour du projet, la terre est creusée pour venir légèrement en dessous du niveau du sol, à une profondeur d'environ cinquante centimètres à un mètre ;
- Une couche de géotextile perméable est placée pour séparer et venir stabiliser les différentes fines ;
- Plusieurs couches de gravillons et d'agregats sont ensuite posées et compactées ; ces matériaux sont essentiels pour constituer la couche de base drainante sous le revêtement perméable ; ces différentes couches permettent de gérer les charges des poids-lourds et favorisent l'infiltration de l'eau ;
- Enfin, une dernière couche de roches calcaires est déposée ; cette dernière couche, à haute valeur de préservation naturelle, permet d'avoir des espaces vides interconnectés qui laisse l'eau s'infiltrer.

Un compactage final peut être nécessaire pour garantir que la surface est bien stabilisée et uniforme. Une fois le revêtement en place, des tests d'infiltration sont réalisés pour s'assurer que la perméabilité est adéquate.

Enfin, la société Technique solaire procèdera à une étude du sol pour s'assurer qu'il peut supporter les charges lourdes et permettre une infiltration adéquate de l'eau.

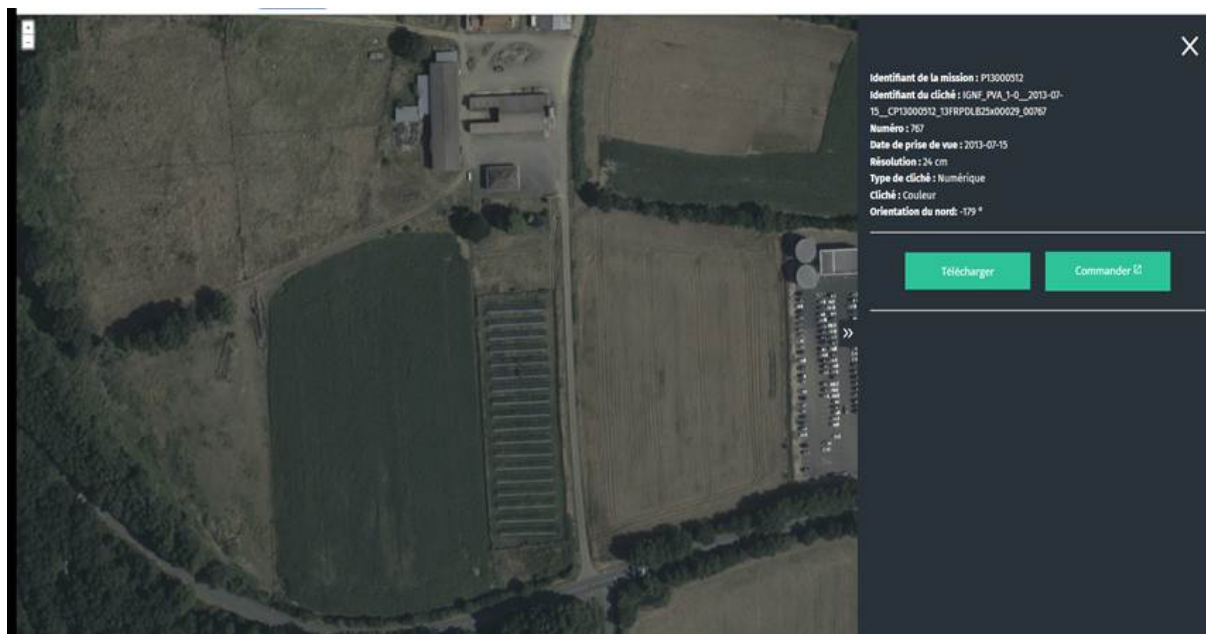
Au regard de ces éléments, aucune incidence notable sur la perméabilité des sols n'est caractérisée et ne justifie la réalisation d'une étude d'impact.

4. *« Considérant que le document annexé relatif au projet agricole, indique que l'activité avicole a été arrêtée sur l'exploitation, il en résulte des informations contradictoires dans le dossier concernant l'usage des sols qui à ce jour n'est plus destiné au parcours d'élevage ; et des incohérences en ce qui concerne l'occupation du sol indiqué soit en prairie fourragère au formulaire Cerfa ou cultivé en rotation céréalière »*

S'agissant de ce motif, ma cliente admet avoir commis une erreur lors du premier envoi de demande d'examen au cas-par-cas qu'elle tient à rectifier dans le présent RAPO.

Historiquement, l'EARL La Basse Cour d'Apremont possédait deux volières nécessaires dans le cadre de son exploitation agricole :

- Une volière – actuellement exploitée – qui se trouve à proximité du terrain d'assiette du projet et sert à l'intégralité de l'exploitation des gibiers de l'EARL La Basse Cour d'Apremont ;
- Une autre volière était installée sur le terrain d'assiette du projet mais a été démantelée, en 2017, au regard de son caractère trop vétuste ; faute de fonds disponibles à courte échéance pour reconstruire une volière, le terrain d'assiette du projet est depuis, temporairement, cultivé en prairie depuis 2017 et le fourrage est ensuite revendu. A toutes fins utiles, la photographie aérienne ci-dessous datant de 2013 témoigne de la présence de nombreuses volières situées au sud du terrain, aujourd'hui démantelées. Le projet prendra place à cet endroit-là :



L'EARL La Basse Cour d'Apremont a en effet été contrainte temporairement de diminuer le nombre de bêtes afin de continuer à produire canards, faisans et perdrix, comme cela est mentionné dans le document « Projet de Développement Agricole » (**pièce jointe n° 2**).

Vous trouverez, en pièce jointe n° 2, le document annexé relatif au projet agricole rectifié (**pièce jointe n° 2**).

Cette erreur matérielle ayant été rectifiée, l'arrêté du 1^{er} juillet 2024 sera nécessairement retiré.

En tout état de cause, cette erreur matérielle ne saurait justifier la soumission du projet à étude d'impact.

5. « Considérant qu'il convient d'apprécier la charge des effluents que représentera la reprise d'une activité avicole sur un espace clos, au regard de la nature et du nombre des gibiers non précisé à ce stade »

Ma cliente ne s'explique pas un tel motif dès lors que toutes les informations ont bien été présentées à l'appui du dossier de demande d'examen au cas par cas, de sorte que le service instructeur était bien en mesure d'apprécier la charge des effluents.

La notice de développement agricole a correctement décrit l'organisation actuelle de l'exploitation et notamment le nombre de gibiers prévus : il est produit environ vingt mille canards colvert par an, en sept à huit bandes, qui sont intercalées avec la production d'environ dix mille gibiers (faisans et perdrix). L'entièreté de la production est réalisée dans la même volière, sur la parcelle se trouvant entre l'usine agro-industrielle et le terrain d'assiette du projet (p. 4, pièce jointe n° 2).

L'exploitation fait l'objet d'un enregistrement au titre de la législation des installations classées (ICPE), comme une installation détenant un nombre d'emplacements supérieur à trente mille volailles (ou équivalents).

Ainsi qu'il a été précisé ci-dessus (point 4.), l'EARL La Basse Cour d'Apremont possède déjà une volière sous laquelle elle exploite son gibier. Une seconde volière existait mais a dû être démantelée.

L'objectif de la construction d'une nouvelle volière avec couverture photovoltaïque est donc de remplacer l'ancienne volière démantelée. Cela permettrait à l'exploitation agricole **d'avoir une diminution de la densité des animaux par mètre carré, en scindant la production de canards colverts du reste de la production (faisans et perdrix)** : les canards seraient alors élevés uniquement dans l'infrastructure neuve de volière, tandis que le gibier serait uniquement élevé dans l'ancienne volière traditionnelle.

La charge des effluents sera donc inchangée par rapport à l'exploitation actuelle puisque le nombre d'animaux n'augmentera pas. En conséquence, il ne saurait sérieusement être considéré que le projet entraînerait une quelconque incidence sur l'environnement.

A toutes fins utiles, il est précisé que l'incorporation naturelle des effluents dans le sol, solution respectueuse de l'environnement privilégiée jusqu'à lors, sera maintenue, puisque la densité d'animaux par mètre carré sera diminuée avec la répartition de la production dans les deux ateliers.

Il n'est pas prévu de traiter à la chaux, comme c'est le cas pour d'autres exploitations qui ont un rythme d'élevage bien plus intensif.

Il paraît donc cohérent d'annoncer que l'impact des effluents d'élevage sera moindre pour le sol puisque les animaux seront mieux répartis.

Enfin, il est permis de s'appuyer sur l'étude menée par Technique Solaire en partenariat avec l'INRAE, Agripvol. Cette étude, menée dans une volière de Technique Solaire, suit des poulets dans le parcours sous ombrières de type volière avec couverture photovoltaïque et compare leur progression à des poulets évoluant dans une volière traditionnelle.

L'installation agrivoltaïque et la zone témoin sont suivies durant trois ans, pour chaque bande étudiée, à partir des paramètres zootechniques suivants :

- Le taux de mortalité (en %)
- L'indice de consommation
- La vitesse de croissance (en kg/j)
- Le poids vif avant abattage (en kg)
- Le poids de la carcasse (en kg)
- Le taux de déclassement des carcasses (%)

Sur 3 ans → printemps, été, automne → 41 jours → 8h à 18h (ouverture des trappes) → 10' toutes les 10" (= 6 points/heures)

Figure 3 : Suivi du comportement exploratoire : Pourcentage moyen de poulets dans chaque zone du parcours (Intérieur et Zone A à D) pendant la bande d'automne

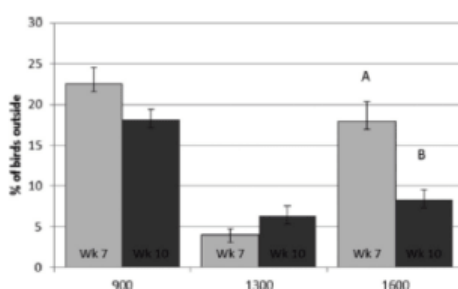
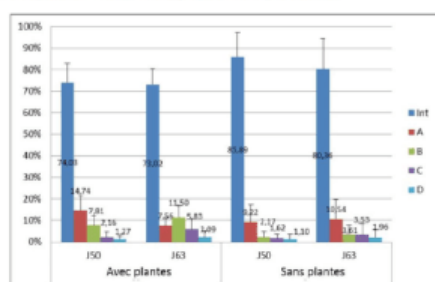


Figure 3. Impact of time of d (0900 vs 1300 vs 1400 h) on percentage of chickens outside at 2 different ages (7 wk vs. 10 wk). Different letters above bars indicate the significant time of d by age interaction.

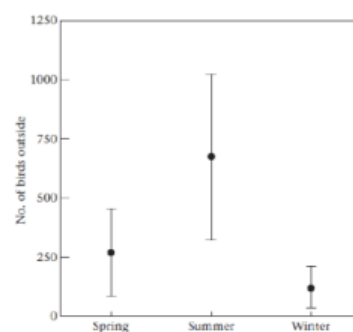


Figure 1. Mean numbers of birds seen outside at different seasons of the year. Each point represents the mean of daily observations for 14 (spring and summer) or 12 (winter) houses. The vertical lines are standard deviations.

Influence de l'aménagement

Influence heure et de l'âge

Influence saisonnière

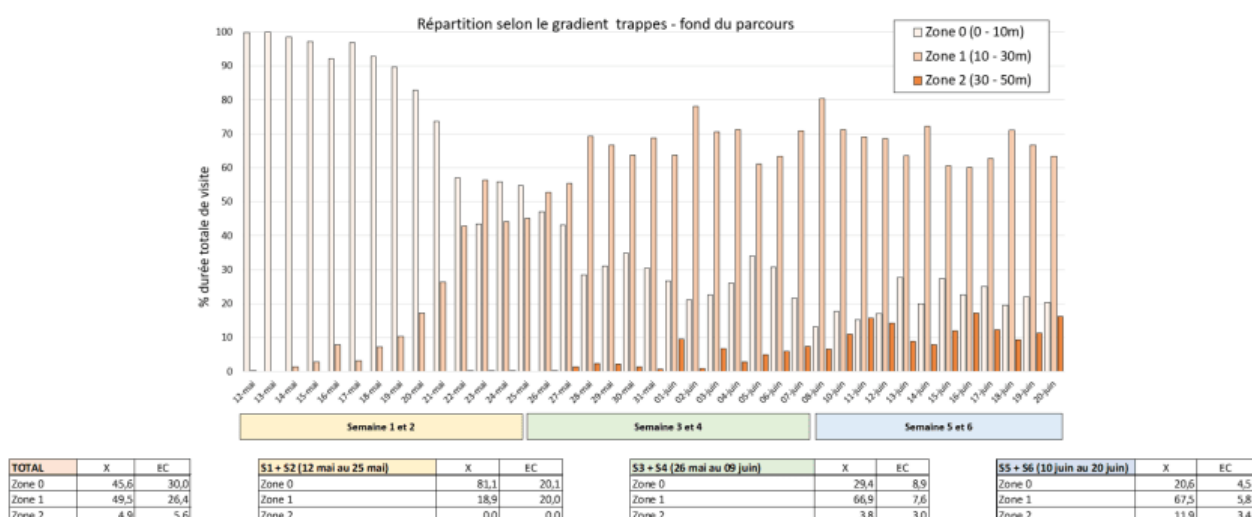
Différents facteurs influençant l'étude de suivi des animaux de l'expérience Agripvol.

Les résultats sont confrontés entre la zone d'étude et la zone témoin mais aussi avec des valeurs de référence ; le suivi du comportement exploratoire est ce qui nous intéresse ici.

Ainsi :

- les résultats préliminaires montrent que la fréquentation de la zone 0 (zone juste après les trappes de sortie des bâtiments) diminue de 100 % le premier jour à 20 % du temps, après quatre semaines d'appropriation du parcours.
- Après deux semaines, 70-80% du temps, les volailles sont à plus de 10 mètres des trappes, dans le parcours d'ombrières d'élevage à couverture photovoltaïque.
- En comparaison de l'étude Campbell et al. (2017b) et Larsen et al. (2018), les poulets fréquentent moins les dix premiers mètres devant les trappes et donc sont plus dispersés dans les parcours extérieurs sous ombrières d'élevage à couverture photovoltaïque.

Graphique de répartition mensuelle des poulets suivis durant l'étude Agripvol :



Il ressort de ces éléments que les infrastructures de volières agrivoltaïques permettent une meilleure répartition des animaux sur les parcours, évitent les regroupements par endroits – et qu'ils favorisent donc l'incorporation naturelle des effluents d'élevage.

En conclusion, le projet de ma cliente n'engendrera pas d'effluents supplémentaires par rapport à la production de l'exploitation agricole actuelle et n'aura par conséquent, aucune incidence notable sur l'environnement.

L'arrêté est, à ce titre également, entaché d'une erreur d'appréciation et sera retiré.

6. *« Considérant que la mise en place de nouvelles structures destinées à assurer la fonction de volière, au regard de ses caractéristiques imposantes, nécessite d'être argumentée du point de vue du besoin par rapport à l'activité d'élevage auquel elle entend apporter des services »*

L'arrêté du 1^{er} juillet 2024 impose encore de justifier les caractéristiques de la volière agrivoltaïque avec un parcours d'un hectare et deux mille mètres carrés au regard des besoins de l'exploitation agricole de l'EARL La Basse Cour d'Apremont.

- Un tel motif est entaché d'erreur de droit dès lors qu'aucune disposition réglementaire n'impose dans le cadre de la réalisation d'une étude d'impact de justifier les caractères d'une construction au regard des besoins de l'exploitation agricole.

Ce motif résulte d'une confusion entre la législation relevant du code de l'environnement et celle relevant du code de l'urbanisme, seule cette dernière permettant à l'autorité administrative de contrôler les caractéristiques d'une construction au regard de son caractère nécessaire à l'exploitation agricole. Contrôle qui, en aucun cas, ne peut justifier la soumission à étude d'impact.

- En tout état de cause, les caractéristiques de la construction projetée ont été dûment justifiées par ma cliente dans le dossier de demande d'examen au cas par cas par rapport aux besoins de l'exploitation agricole.

Selon la notice de développement agricole, les chiffres de production actuels de l'exploitation sont les suivants :

- Vingt mille canards colverts par an en sept bandes, ce qui nécessite au moins deux mètres carrés par canard en extérieur, une fois sortis des bâtiments ;
- Huit mille faisans et deux milles perdrix, par an en deux à trois bandes, ce qui nécessite au moins quatre mètres carrés en extérieur, une fois sortis des bâtiments.

Les parcours extérieurs existants et actuels de l'exploitation de l'EARL La Basse Cour d'Apremont sont donc surchargés et les rotations entre espèces s'articulent difficilement. L'aménagement d'un nouvel espace en extérieur améliorera le bien-être animal, facilitera le confort de travail et sera bénéfique d'un point de vue de la gestion des effluents d'élevage.

Les ombrières de type volière avec couverture photovoltaïque apportent avant tout de la sécurité (contre la prédation notamment), de la bio-sécurité (par la réduction des contacts avec les animaux porteurs de maladies comme la grippe aviaire) mais constituent également un outil pour améliorer le confort animal en apportant de l'ombrage comme cela est expliqué en détail dans la notice de développement agricole (**pièce jointe n° 2**).

S'agissant spécifiquement du dimensionnement de la volière par rapport aux besoins de l'exploitation agricole, il faut rappeler que l'emprise au sol de la volière est de 8 228 m² pour une surface utile de 12 731 m².

Pour calculer l'espace nécessaire à chaque volaille sous la volière, il convient d'appliquer la formule suivante :

$$\left(\frac{\text{nombre de volaille annuel}}{\text{nombre de rotation annuelle}} \right) \times \text{nombre d'espace minimal au m}^2 \text{ pour un specimen}$$

En appliquant cette formule à l'exploitation agricole :

- L'exploitation ayant 20 000 canards en 7 rotations annuelles, soit 2 857 canards par rotation et un canard ayant besoin d'au moins 2 m², l'espace nécessaire sous la volière serait de : 2857 x 2 = 5 714 m² ;
- L'exploitation ayant 10 000 faisans et perdrix en 2 rotations annuelles, soit 5 000 faisans/perdrix par rotation, chaque spécimen ayant besoin d'au moins 4 m², l'espace nécessaire sous la volière serait de : 5 000 x 4 = 20 000 m².

Au regard du nombre total de volailles et gibiers exploitées par l'EARL La Basse Cour d'Apremont, les besoins réels de l'exploitation agricole pourraient justifier une volière d'une emprise au sol d'environ 25 714 m².

L'emprise de la volière photovoltaïque de 8 228 m² est donc largement justifiée par rapport aux besoins de l'exploitation agricole.

Il faut enfin préciser que chaque bande sera ensuite subdivisée pour évoluer dans des paddocks intérieurs indépendants, mis en place par l'éleveur ; ces derniers permettront d'observer une rotation des animaux sur le parcours. Ceci ayant notamment pour but de favoriser la régénération du sol après le passage d'une bande et d'aider à l'incorporation naturelle des effluents d'élevage.

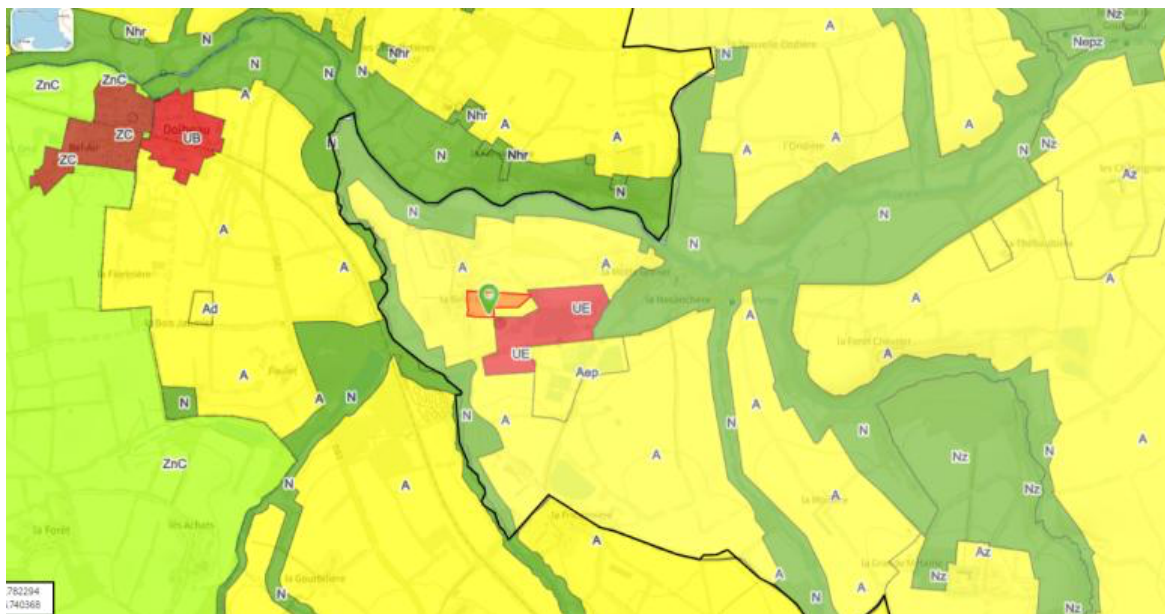
Au regard de ces données, les caractéristiques de la volière répondent aux besoins de l'exploitation agricole. Un tel motif ne peut donc légalement justifier la soumission du projet à étude d'impact.

7. «Considérant qu'il apparaît nécessaire d'appréhender le choix de l'emplacement du projet au regard des surfaces disponibles et contraintes à l'échelle de l'exploitation agricole concernée et de la présence à proximité d'un site agro-industriel »

Contrairement au motif opposé dans l'arrêté du 1^{er} juillet 2024, le choix de l'emplacement du projet de ma cliente est parfaitement justifié dans le dossier de demande d'examen au cas par cas.

Il convient de rappeler que la surface agricole utile de l'exploitation EARL La Basse Cour d'Apremont est de 35 hectares, constituée pour la plupart des parcelles de prairie fourragère. Sur cette SAU de 35 hectares, seuls 6 hectares sont actuellement utilisés en volières traditionnelles.

- Sur le choix de l'emplacement géographique, le tissu rural dans lequel est inscrit le terrain d'assiette du projet est à dominance agricole (image ci-dessus) et naturelle :



Classification du zonage des environs du terrain d'assiette du projet.

Il est donc parfaitement logique qu'une construction agricole vienne s'implanter en zone agricole.

Le choix du terrain d'assiette du projet s'explique d'abord par la maîtrise du foncier : les parcelles sont la propriété de la famille Grondin et sont actuellement exploitées dans le cadre de l'exploitation agricole de l'EARL La Basse Cour d'Apremont (p. 3 de la notice « projet de développement agricole »).

Surtout, le siège social de l'EARL La Basse Cour d'Apremont se situe à proximité immédiate et l'unité foncière comporte d'ores et déjà deux bâtiments d'élevage et une volière nécessaire à l'activité d'élevage de gibiers (p. 4 de la notice environnementale). Le choix d'implanter une nouvelle volière à proximité immédiate permettra donc logiquement de réduire les déplacements et de faciliter les conditions de travail ainsi que la surveillance des animaux.

Les parcelles d'assiette du projet ont déjà accueilli dans le passé une volière pour l'activité d'élevage du gibier et qui a été démantelée au vu de sa vétusté. La nouvelle volière vient donc s'implanter au même emplacement que l'ancienne volière exploitée par l'EARL La Basse Cour d'Apremont.

C'est donc un choix logique et parfaitement justifié qui explique que l'EARL La Basse Cour d'Apremont souhaite implanter la volière avec couverture photovoltaïque sur ces parcelles et au même endroit que l'ancienne volière qu'elle vient remplacer.

L'intégralité de l'activité d'élevage de gibiers se situera ainsi sur la même unité foncière et toutes les installations de l'exploitation agricole seront donc à proximité les unes des autres.

- Quant à la proximité d'une entreprise de transformation des produits Petigas, les deux activités ne sont aucunement incompatibles. Depuis plus de dix ans, la parcelle qui jouxte la

bordure Ouest de l'usine est occupée par les volières traditionnelles de l'exploitation La Basse Cour d'Apremont. L'activité de l'usine est de transformer les produits charcutiers qui sont ensuite emballés et expédiés.



Photo du site de l'usine de transformation des produits Petitgas.

La future implantation de l'infrastructure se situe à au moins à 120 mètres du périmètre de l'usine. Un chemin communal sépare le terrain d'assiette du projet et la parcelle de volières traditionnelles en activité. Comme montré sur la photo ci-dessous, l'aire de l'usine la plus rapprochée de l'exploitation est l'aire de parking :



Distance entre le terrain d'assiette du projet et l'aire de parking de l'usine Petitgas.

La seule proximité du site Petitgas avec l'exploitation agricole ne génère aucune incompatibilité et ne saurait justifier l'obligation de réaliser d'une étude d'impact sur ce point.

Le choix de l'emplacement du projet étant donc parfaitement justifié, l'arrêté du 1er juillet 2024 apparaît donc, de ce chef encore, illégal et sera retiré.

8. *« Considérant la durée de 6 mois du chantier prévue en une seule phase qui nécessite de prendre en considération les perturbations occasionnées pour la faune environnante selon les périodes d'intervention de l'année »*

L'arrêté du 1^{er} juillet 2024 soumet le projet à la réalisation d'une étude d'impact au motif qu'il faudrait prendre en compte les perturbations occasionnées pour la faune environnante durant la phase de chantier.

Toutefois, il est manifeste que les travaux n'auront aucune incidence notable sur l'environnement et précisément sur la faune.

D'une part, il faut rappeler que les parcelles se situent en zone agricole et sont actuellement exploitées pour des cultures céréalières, et à proximité d'un environnement anthropisé.

La notice environnementale démontre que les parcelles concernées ne se situent dans aucun zonage réglementaire relatif à la protection de la biodiversité : aucune ZNIEFF de type I ou de type II ni aucune zone Natura 2000 n'a été recensée sur le site (p. 9 de la notice environnementale).

Les parcelles d'assiette du projet ne présentent donc pas une sensibilité particulière pour la faune et la biodiversité.

D'autre part, le projet n'entraînera aucun arasement de haies ni aucun déboisement de milieux forestiers, pouvant potentiellement accueillir des gîtes arboricoles ; le risque de détruire des chiroptères est donc tout bonnement nul pour les espèces d'affinité arboricole, telles que les Noctules commune et de Leisler ou encore la Barbastelle d'Europe.

Les travaux n'auront donc aucune incidence notable sur la faune. Un tel motif ne saurait justifier l'obligation de réaliser une étude d'impact.

9. *« Considérant qu'il y a lieu de prendre en considération des incidences de la mise en place d'une structure de superficie importante et close de manière permanente par des filets et clôtures durant la durée d'exploitation de 40 ans du point de vue des continuités écologiques à appréhender pour les espèces du secteur par rapport à l'exploitation actuelle des terrains et des milieux naturels d'intérêt à proximité »*

Un tel motif est entaché d'erreur de fait dès lors que les parcelles d'assiette du projet se situent à l'extérieur de tout zonage de protection réglementaire (Natura 2000 ou ZNIEFF de type I ou de type II) de nature à démontrer l'existence de prétendues continuités écologiques.

Le site, actuellement utilisé pour de la culture fourragère, ne présente pas de sensibilité environnementale particulière et aucune incidence notable du projet sur l'environnement n'est d'ailleurs identifiée par l'arrêté du 1^{er} juillet 2024.

Ce motif entachant l'arrêté du 1^{er} juillet 2024 d'illégalité, ce dernier sera retiré .

10. *«Considérant que le dossier indique qu'aucune mesure d'insertion paysagère n'est nécessaire, mais que l'affirmation selon laquelle le projet ne sera pas visible, repose sur la base d'une structure de 5 m de haut, inférieure à celle prévue, que par ailleurs le projet est bordé par la route départementale n°107 offrant des vues directes sur le site »*

«Considérant que le projet est soumis à permis de construire, et qu'à ce titre il apparaît nécessaire que soient correctement appréhendés les enjeux de perception et d'intégration paysagère des structures à différentes périodes de l'année en fonction de la végétation en présence, de leur implantation, de leur dimension, des caractéristiques des matériaux et de la couleur des ombrières et des autres installations techniques »

En dernier lieu, l'arrêté du 1^{er} juillet 2024 impose la réalisation d'une étude d'impact en raison des prétendues incidences notables du projet sur le paysage environnant.

A titre liminaire, ma cliente souhaite rectifier une erreur matérielle présente dans l'annexe n° 1 de la demande d'examen au cas par cas : il est mentionné que le point haut de la structure sera de 5 mètres alors que l'infrastructure d'ombrières de type volière avec couverture photovoltaïque prévue pour le projet est à 6,7 mètres au point haut.

Une telle erreur matérielle – pas plus qu'un projet de volière photovoltaïque de 6,7 mètres au point haut – n'est toutefois pas de nature à engendrer des incidences notables sur le paysage environnant comme le démontre la notice environnementale.

Il faut rappeler, d'une part, que le projet de ma cliente s'inscrit dans un paysage agricole et anthropisé qui ne présente aucun caractère remarquable ou sensibilité particulière :

- Le projet a vocation à s'implanter sur des parcelles agricoles au demeurant déjà anthropisées dès lors qu'elles accueillent plusieurs bâtiments de l'exploitation agricole de l'EARL La Basse Cour d'Apremont et un parcours d'élevage existant (p. 8 de la notice environnementale) ;
- Le projet se situe à proximité immédiate du site industriel de transformation et d'emballage des produits Petitgas comme en témoigne la photographie ci-dessous (p. 21).

D'autre part, le dossier de demande d'examen au cas par cas comprend une notice paysagère qui permet d'attester que la végétation jouera pleinement son rôle de filtre visuel et que les incidences du projet seront non significatives.

Ainsi que l'indique la notice environnementale, *« les habitations les plus proches se situent à plus de six cents mètres et des éléments paysagers existants masquent déjà en partie la parcelle. Les éléments paysagers existants seront conservés »* (p. 15).

Au demeurant, ma cliente s'engage, par le présent RAPO, à ajouter une mesure de réduction des impacts paysagers liés à la mise en place d'une haie paysagère sur le pourtour Sud et Est du terrain d'assiette.

Ladite mesure est localisée sur le plan ci-dessous :



Les variétés arbustives seront choisies avec le concours d'un bureau d'étude d'aménagement paysager. L'objectif sera d'insérer davantage les infrastructures d'ombrières de type volière avec couverture photovoltaïque dans leur environnement.

Voici les localisations des prises de vues utilisées pour mesurer l'impact visuel une fois les mesures paysagères mises en place :



Emplacement des prises de vues depuis la départementale 107 pour apprécier l'impact visuel depuis cette dernière

VUE 1 : Avant / Après avec mesure paysagère



VUE 2 : Avant / Après avec mesure paysagère



VUE 3 : Avant / Après avec mesure paysagère



Il ressort clairement des photomontages que le projet de ma cliente n'aura qu'un impact très faible sur le paysage environnant.

L'ajout d'une mesure d'intégration paysagère, permettra de diminuer encore un peu plus les impacts déjà faibles du projet. Il ne saurait donc être fait grief à ma cliente de ne pas avoir mis en œuvre de mesure d'intégration paysagère.

Enfin, concernant la question des matériaux et des ombrières, les ombrières de type volière avec couverture photovoltaïque s'articuleront dans le paysage à la manière d'un bâtiment agricole. Les panneaux, éléments les plus susceptibles d'être visibles puisque constituant le point haut de l'infrastructure, seront de couleur sombre. Les poteaux soutenant le système d'intégration et les panneaux seront en métal et de couleur grise métallique classique.

Un exemple de réalisation d'un parcours d'ombrières d'élevage avec couverture photovoltaïque Technique Solaire est illustré ci-dessous :



Ces éléments, nécessaires à l'activité avicole, n'auront pas d'impact sur le paysage, en particulier au regard des aménagements réalisés dans les alentours, avec notamment la présence du site Petitgas, qui représente une surface imperméabilisée de quatre hectares et dispose de plusieurs bâtiments dont la hauteur au point haut est bien supérieure à celle des ombrières d'élevage avec couverture photovoltaïque :



Photographie du site de transformation et d'emballage des produits Petitgas, en bordure est de l'exploitation agricole.

De surcroît, les ombrières d'élevage avec couverture photovoltaïque sont un aménagement plus ordonné et permettent un usage du site plus propre que les volières traditionnelles qui sont utilisées actuellement par l'exploitation. Compte tenu de leur conception (poteaux de bois et filets souvent peu qualitatifs) les volières traditionnelles ont des durées de vies relativement courtes (7 à 10 ans) et n'apportent finalement pas de solution à la nécessité de créer de l'ombrage pour les animaux.

Elles sont par ailleurs, au vu de leur faible hauteur (2 mètres maximum au point haut en général), pénalisantes pour la plantation d'arbustes ou de végétation et pour les activités d'entretien ou d'intervention de l'agriculteur.

En conclusion, les ombrières d'élevage avec couverture photovoltaïque s'intégreront pleinement dans le paysage environnant.

La soumission du projet à étude d'impact pour ce dernier motif est donc entachée d'une erreur manifeste d'appréciation.

Il résulte de tout ce qui précède que le projet de ma cliente, par sa nature, son ampleur, sa localisation et ses impacts potentiels, n'est pas de nature à générer des incidences notables sur l'environnement justifiant la réalisation d'une étude d'impact.

Pour rappel, ce projet s'inscrit pleinement dans une démarche positive au regard des enjeux agricoles, climatiques et énergétiques. Un tel projet est de nature à permettre l'adaptation de la filière avicole aux changements climatiques et à pérenniser l'exploitation de l'EARL La Basse Cour d'Apremont tout en produisant une électricité renouvelable et compétitive.

Par conséquent, vous saurais gré de retirer votre décision du 1^{er} juillet 2024 et de prendre une décision de non-soumission du projet de ma cliente à la réalisation d'une étude d'impact.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de ma haute considération.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Guiheux', with a long horizontal stroke extending to the right.

Antoine Guiheux

Pièces jointes :

1. Arrêté du 1^{er} juillet 2024 ;
2. Annexe 2 : projet de développement agricole (MAJ) ;
3. Notice environnementale